



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B(S-XIX)/L.4
7 mai 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Dix-neuvième session extraordinaire
Bangkok, 29 avril-3 mai 2002

**RÉSUMÉ DES DÉBATS INTERACTIFS ET DU DIALOGUE DIRECTIF DE HAUT
NIVEAU ÉTABLI PAR S. E. M. SURAKIART SATHIRATHAI, MINISTRE
THAÏLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

CESAP-CCNU, Bangkok, 2 mai 2002

L'examen à mi-parcours de la CNUCED à Bangkok touchant à sa fin, je pense que je peux dire sans risquer de me tromper que nos discussions nous ont tous donné la possibilité réelle d'échanger nos points de vue et de tirer des enseignements de nos expériences et de nos idées respectives.

Comme chacun le sait, tous nos pays ont atteint une étape décisive de leur développement, au cours de laquelle ils doivent surmonter des obstacles et définir les orientations à suivre au cours des prochaines années.

L'examen à mi-parcours s'inscrit dans le cadre de plusieurs réunions de haut niveau organisées cette année, à savoir la Conférence sur le financement du développement à Monterrey et le prochain Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. Chacune de ces réunions nous donne l'occasion de renforcer le consensus et d'adopter des approches concrètes qui devraient aboutir à un accord plus général sur les questions essentielles qui ont été soulevées.

Afin de donner à nos débats interactifs une plus grande force, je tiens à résumer certaines des préoccupations exprimées. Aucun résumé ne pourrait évidemment satisfaire pleinement tous les participants, mais j'espère que le présent résumé, qui sera publié plus tard en tant qu'élément du rapport de la réunion, traitera au moins de la plupart des questions débattues. Sept principaux domaines seront abordés: tendances mondiales, commerce international et système commercial multilatéral, financement du développement, renforcement des capacités de production, réduction de la pauvreté et développement par la base, gouvernance et cohérence, et enfin, rôle de la CNUCED.

Tendances mondiales

Lors de la dixième session de la Conférence, nous avons examiné les risques et les enjeux de la mondialisation et nous sommes convenus de stratégies de développement dans l'optique d'un monde de plus en plus interdépendant. Nous avons reconnu que la mondialisation est un processus continu qui présente à la fois des chances et des risques. La mondialisation économique rapide, alimentée par le progrès technologique et la libéralisation du commerce, de la finance et de l'investissement internationaux, a entraîné un essor mondial de la croissance et du développement économique. Toutefois, la mondialisation est un processus inégal qui a aussi gravement pénalisé le développement de nombreux pays moins avancés, qui sont incapables de s'adapter à son rythme effréné.

Depuis lors, les résultats économiques mondiaux sont disparates, des écarts étant observés aussi bien entre les pays développés et les pays en développement qu'entre ces derniers. En Asie, la reprise qui se dessinait déjà lors de la dixième session de la Conférence s'est poursuivie, mais la croissance n'a pas encore atteint des niveaux comparables dans de nombreux pays africains ou latino-américains. Il reste que tous les pays en développement ont été affectés par le ralentissement mondial commencé l'année dernière et en particulier ceux qui participent fortement au système commercial. Heureusement, ce ralentissement a été moins grave que beaucoup ne le craignaient et des signes de redressement réapparaissent.

Les événements des deux dernières années ont confirmé la nécessité d'adopter une approche plus collective pour répondre aux enjeux économiques d'un monde plus intégré. Plusieurs conférences internationales organisées depuis la dixième session de la Conférence

ont témoigné de la volonté de poursuivre une telle approche; des résultats positifs ont été enregistrés notamment à Bruxelles, à Doha et à Monterrey. Les pays riches semblent aussi être mieux disposés à aider les membres les plus faibles du concert des nations à se développer, comme par exemple l'Union européenne, grâce à son initiative «Tout sauf les armes» et à l'appui qu'elle accorde au Nouveau Programme pour le développement de l'Afrique. Les forts témoignages de solidarité qui ont suivi les événements tragiques du 11 septembre ont contribué à démontrer qu'une telle orientation présentait des avantages.

Toutefois, les risques de détérioration de la situation des pays en développement demeurent importants, comme l'ont montré les problèmes économiques de l'Argentine. Les prix des produits de base continuent de diminuer et de fluctuer fortement, créant de graves difficultés pour de nombreux pays pauvres tributaires de ces produits. La pauvreté étant encore l'obstacle le plus important que doivent surmonter la plupart des pays en développement, il incombe toujours à la communauté internationale de renforcer l'approche multilatérale du développement et en particulier de veiller à ce que le système des Nations Unies joue un rôle central.

Commerce international et système commercial multilatéral

Le commerce est un élément important – voire plus important que par le passé – des stratégies de développement. Le fait de placer le développement, notamment la nécessité de surmonter les contraintes liées aux capacités d'exportation, au centre du programme de travail lancé à Doha constitue à la fois une reconnaissance des échecs passés et une indication des engagements à prendre. Des incertitudes planent encore sur la réalisation de cet objectif. De nombreux pays en développement ont du mal à mettre en œuvre les engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, et les pays développés n'ont pas répondu aux attentes dans ce domaine. Par ailleurs, les pays industriels affichent à nouveau des tendances protectionnistes dans des secteurs tels que l'acier et l'agriculture, qui intéressent directement les pays en développement.

Il n'est pas étonnant que la plupart des pays en développement considèrent que l'amélioration de l'accès aux marchés des principaux pays importateurs dans les domaines qui les intéressent est une condition du succès des négociations commerciales multilatérales. À cet égard, les obstacles tarifaires et non tarifaires demeurent un sujet de préoccupation. Dans le

secteur de l'agriculture, les subventions massives faussent le jeu des marchés et rendent impossible toute concurrence de la part de nombreux pays en développement. Compte tenu des différences dans la capacité des pays de soutenir la concurrence internationale, le traitement spécial et différencié a aussi besoin d'être renforcé dans le cadre des règles commerciales multilatérales. En outre, le processus d'adhésion doit être facilité, en particulier pour les PMA.

Les accords commerciaux régionaux procurent également des avantages considérables. La relation entre ces accords et les accords bilatéraux et multilatéraux est une question à examiner.

Dans tous ces domaines, l'assistance technique au renforcement des capacités doit être accrue, non seulement pour permettre aux pays en développement de participer plus efficacement au processus de négociation, mais aussi pour les aider à tirer parti des possibilités qu'offre le système commercial. La CNUCED doit jouer un rôle clef à cette fin en veillant à ce que le développement soit pris en compte dans les négociations commerciales, notamment en augmentant son assistance par le biais du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce.

Financement du développement

La mondialisation implique que la question du commerce ne peut plus être traitée indépendamment du financement, comme l'a montré la Conférence de Monterrey, où a été adoptée une approche intégrée du financement du développement.

Au cours des 20 dernières années, l'intégration des marchés financiers s'est accompagnée d'une réorientation importante des flux au profit des capitaux privés, ce qui devait faciliter l'intégration dans l'économie mondiale des pays en développement en particulier. Toutefois, faute de mécanismes financiers internationaux permettant de mieux la gérer, l'augmentation des flux privés est allée de pair avec une instabilité accrue et ces capitaux sont devenus un vecteur important de propagation des turbulences économiques dans le monde en développement. Dans le cadre de la mise en place de nouveaux mécanismes, la question de la stabilité des flux devrait recevoir une attention suffisante. Les efforts internationaux visant à réformer l'architecture financière mondiale doivent être renforcés pour faire en sorte que le système financier soit plus stable et propice au commerce et au développement.

La libéralisation financière doit être conduite de manière prudente et devrait être adaptée à la situation du pays, en étant attentif au calendrier des réformes. En outre, les flux financiers continuent d'être très largement influencés par les politiques des principaux pays industriels. Une plus grande cohérence entre ces politiques est essentielle pour parvenir à un environnement financier international plus stable. Malheureusement, les progrès réalisés dans ce domaine demeurent lents.

L'IED est relativement plus stable que les flux privés à court terme et peut donner lieu à un transfert de technologie, entre autres avantages. Les capitaux privés, sous quelque forme que ce soit, se sont largement concentrés dans un petit nombre de marchés émergents. Pour les pays, en particulier les PMA, qui ont du mal à les capter, l'adoption de mesures visant à attirer des investissements directs peut ne pas être couronnée de succès et risque d'entraîner une concurrence excessive. L'adoption de meilleures mesures d'appui par les pays d'origine pourrait contribuer à corriger les déséquilibres géographiques et sectoriels des flux d'IED. Les cadres internationaux sur l'IED qui viendraient à être négociés devraient être conçus pour favoriser le développement.

L'APD continue de jouer un rôle essentiel dans les perspectives de croissance de nombreux pays en développement, en particulier des PMA. La Conférence de Monterrey a annoncé un changement d'état d'esprit bienvenu chez certains pays donateurs, même si l'établissement de nouvelles conditions à une augmentation de l'APD pourrait accroître la marginalisation de certains pays, tenus de mettre en œuvre des réformes pour obtenir cette aide. Le fardeau de la dette continue d'entraver les perspectives de développement de maints pays concernés et de nouveaux progrès doivent être réalisés en matière de remise de dette.

L'absence d'infrastructures matérielles adaptées demeure un obstacle important pour de nombreux pays en développement. Il faut trouver des moyens de financer le développement de ces infrastructures.

Renforcement des capacités de production

La libéralisation du commerce rend possible l'essor des exportations, mais pour pénétrer de nouveaux marchés d'importation, bien des pays en développement doivent considérablement améliorer leurs capacités de production. Pour nombre d'entre eux, la diversification est la

principale difficulté. La dépendance à l'égard de produits primaires reste un obstacle au développement, en particulier dans les PMA et les pays africains, où l'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée et plus élaborés est indispensable à l'accélération de la croissance. Il est nécessaire de prendre des mesures pour remédier à la baisse des prix des produits de base et aux difficultés causées par leurs fluctuations excessives.

Les responsables de l'élaboration des politiques des pays en développement sont préoccupés, entre autres, par le manque de connaissances et par le fossé numérique. Pour tirer parti des chances offertes par la mondialisation, il est nécessaire de combler ces lacunes et de renforcer les capacités technologiques. L'IED peut être une source de transfert de technologie, mais il n'a pas répondu à toutes les attentes de nombreux pays d'accueil, par exemple en raison du nombre insuffisant de relations nouées avec des partenaires locaux.

En fin de compte, une intégration réussie n'est possible que s'il existe des entreprises nationales viables. C'est pourquoi le renforcement des capacités et la mise en valeur des ressources humaines sont indispensables.

Dans un processus de mondialisation marqué par une interdépendance économique croissante, le resserrement de la coopération économique et technique entre les pays développés et les pays en développement aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral devient un moteur important de développement économique et social. Les stratégies et les partenariats régionaux peuvent s'avérer efficaces, comme le montre la création de l'Institut international pour le commerce et le développement.

Réduction de la pauvreté et développement par la base

La réduction de la pauvreté est l'objectif fondamental du développement, conformément à la Déclaration du Millénaire. Toute stratégie visant à renforcer les capacités productives doit être axée sur l'être humain et tenir ainsi pleinement compte de la dimension sociale du développement. À cette fin, les initiatives visant à encourager un développement par la base, telles que le microfinancement, méritent l'attention. Le secteur national doit pouvoir profiter de l'augmentation des échanges.

Gouvernance et cohérence

La difficulté pour les responsables de l'élaboration des politiques de l'ensemble des pays est de faire en sorte que la mondialisation profite à tous. À cette fin, il faut d'abord adopter des politiques nationales favorables au développement et à la bonne gouvernance. La cohérence des politiques macro et microéconomiques est également importante. Il peut être très instructif d'écouter les différents points de vue de la société civile.

Du fait de la mondialisation, il ne suffit plus d'avoir une bonne gouvernance au niveau national. Une plus grande cohérence à l'échelon multilatéral et une participation accrue des pays en développement à la prise des décisions de portée mondiale sont plus que jamais nécessaires, notamment dans les domaines du commerce, du financement et de l'investissement.

Rôle de la CNUCED

Conformément au Plan d'action de Bangkok adopté à la dixième session de la Conférence, la CNUCED devrait continuer d'être le lieu de débats intergouvernementaux et de formation de consensus, de réaliser des travaux de recherche et des analyses et de rassembler des données, ainsi que de fournir une assistance technique adaptée aux besoins des pays en développement.

En tant qu'organisme des Nations Unies coordonnant le traitement intégré du commerce et du développement et des questions interdépendantes dans les domaines du financement, de l'investissement, de la technologie et du développement durable, la CNUCED a été clairement chargée de s'acquitter de cette tâche très importante. Tous les partenaires de développement et les organisations concernées sont invitées à l'aider à répondre aux demandes croissantes qui lui sont faites.

Je voudrais conclure mon résumé en disant que le Gouvernement et le peuple thaïlandais ont été honorés et heureux d'accueillir l'examen à mi-parcours et de vous recevoir une fois de plus à Bangkok. Vous savez tous combien la Thaïlande est attachée aux objectifs de l'ONU et de la CNUCED; il est donc particulièrement gratifiant de pouvoir exprimer de manière concrète ce soutien.

Depuis les premiers préparatifs de la réunion, notre objectif a toujours été de fournir à tous l'occasion de faire avancer collectivement notre réflexion sur quelques-unes des questions les plus importantes qui préoccupent aujourd'hui la communauté internationale. Je pense que cet objectif a été pleinement atteint et j'espère sincèrement que vous partagez mon opinion. Permettez-moi de vous remercier d'avoir participé à cette réunion et de vous présenter tous mes vœux de réussite dans vos efforts visant à promouvoir un développement mondial au service de tous.
